

Communiqué CLANR

Le défilé du 14 juillet 2014

Le gouvernement a laissé entendre que 60 nations, aujourd'hui pays tous indépendants, ayant participé à la première guerre mondiale, et pour la plupart également à la deuxième, seraient invitées cette année à participer au défilé du 14 juillet sur les Champs Elysées. Il est bien sûr parfaitement digne de se souvenir et d'honorer des soldats de toutes origines qui ont combattu dans ces conflits, pour certains aux côtés de la France dans des pays alors alliés, pour d'autres dans le cadre de l'ancien Outre-mer français.

Cependant s'agissant de l'Algérie, au-delà de l'anachronisme historique résultant de son statut spécifique de départements français à cette époque, il serait tout à fait déplacé de l'envisager. En effet ce territoire, français depuis plus d'un siècle, a connu de 1954 à 1962 une vague terroriste particulièrement sanglante de la part du FLN qui frappa aussi, et de façon parfaitement délibérée, les anciens combattants musulmans de ces deux guerres.

De plus, depuis l'indépendance, l'Etat algérien et le FLN au pouvoir depuis 50 ans ont laissé faire, voire orchestré de nombreuses profanations de cimetières chrétiens ou juifs et de tombes de soldats morts pour la France. De même ont été systématiquement détruits, dans les communes de ce pays, de nombreux monuments aux morts dédiés aux combattants d'Algérie d'origine européenne, juive ou arabo-berbère, Morts pour la France au cours de ces deux guerres mondiales.

L'Etat algérien enfin, et on ne peut que le regretter, refuse toujours de contribuer à une mémoire apaisée, à la différence du Vietnam par exemple, et a multiplié, encore ces dernières années, les gestes de haine ou de manque de respect à l'égard de la France, des Français et donc de tous ses soldats.

La présence de soldats de la République algérienne démocratique et populaire dans le défilé traditionnel du 14 juillet, entre la tombe du soldat inconnu et la place de la Concorde, serait une deuxième mort pour tous ces soldats français, morts pour la France et une offense pour nombre de citoyens de notre pays